

La société du futur, citoyens et valeurs à l'époque de la quatrième révolution industrielle

-Informations de base-

Nous vivons dans une époque où les changements au niveau de la société ont une dynamique qui nous oblige à faire face aux provocations d'une part pour nous adapter, et d'autre part, pour bénéficier des effets positifs. Par conséquent, à part la compétition qui la globalisation suppose, dans toute sa complexité, l'homme contemporain doit suivre le développement de nouvelles technologies et innovations qui ont déjà pénétré dans notre société et qui produisent des changements significatifs dans la vie de tout le monde.

Les transformations ne devraient pas être regardées avec de réserve, mais comme un potentiel qui apporte de la croissance et du développement, en tant que vecteur pour le domaine de l'innovation, de la croissance économique et de la création de nouveaux emplois de qualité. Les provocations qui peuvent apparaître ne doivent cependant pas être négligées. Il faut assurer une distribution équitable des bénéfices que les nouvelles formes d'emploi impliquent au niveau de la société dans son ensemble par des politiques adéquates dans tous les domaines.

Les deux volets définitoires du projet européen, le volet économique et le volet social doivent être bien équilibrés, doivent se compléter réciproquement, pour avoir la capacité de générer la prospérité et la justice

sociale. Avec l'introduction du marché unique et de la monnaie euro, le déséquilibre entre les deux politiques s'est agrandi progressivement, la politique économique devenant graduellement le centre d'intérêt des politiques de l'UE. Le phénomène s'est accentué après la crise de 2009 à laquelle on a répondu, en grande partie, avec des mesures économiques. Aujourd'hui, les institutions européennes désirent relancer l'Europe sociale. Les citoyens des pays membres s'attendent, de manière légitime, à ce que le projet d'intégration européenne améliore leurs conditions de vie et de travail. Toutefois, l'inégalité des revenus au niveau de l'UE réduit la capacité des pays plus pauvres d'investir dans l'éducation et dans les habilités de ses propres segments de la population. Pour (re)gagner la confiance des citoyens dans le projet européen, il est essentiel que l'UE revienne sur la voie d'une convergence sociale ascendante, et mette vraiment les préoccupations des citoyens au centre. Les fonds structurels et la politique de cohésion restent des instruments essentiels pour la promotion de cette convergence de bas en haut. Bien que l'histoire et les traditions soient différentes, les pays membres partagent l'idée qu'il faut *"une Europe plus sociale"* car la croissance économique ne détermine pas automatiquement l'amélioration de la condition sociale.

Le modèle social actuel doit être adapté pour répondre de manière claire aux attentes des citoyens, pour rendre les économies plus résistantes à la crise et aux tendances actuelles.

Les éléments clefs qui doivent être tenus en vue lors de l'adaptation des politiques en matière de l'emploi et des politiques sociales à la nouvelle réalité socio-économique sont les suivants: la dimension de genre, l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée, la protection sociale, les conditions de travail décentes et sûres (y compris la santé et la sécurité au travail), ainsi que le temps de travail, l'éducation et les compétences, l'apprentissage tout au long de la vie, le développement de la carrière, le vieillissement actif, l'appui lors des périodes de transition d'un emploi à l'autre. Tout cela doit être géré par des politiques économiques et sociales adéquates.

Les problèmes du marché de travail du point de vue de la législation et des politiques européennes

La nouvelles révolution industrielles (la 4e, invoquée au sein de tous fora économiques) a conduit tant à la croissance de la demande de travailleurs hautement qualifiés et de travailleurs qualifiés conformément aux nouvelles demandes du marché, qu'à la réduction des possibilités d'emploi pour les travailleurs qui n'ont pas ce type de qualifications. Par la suite, la Commission

européenne a proposé l'adoption d'une série de politiques adéquates et d'une législation européenne correspondante. Plus exactement, les politiques européennes doivent identifier les secteurs, les occupations et les emplois les plus affectés par les évolutions technologiques récents et doivent opérer les modifications nécessaires au niveau social. La réglementation du marché du travail et des systèmes de protection sociale doit avoir pour but de préserver le bien-être des citoyens et de promouvoir des emplois de qualité et bien rémunérés pour tous.

Dans ce contexte, la Commission exprime son intérêt particulier aussi envers "l'intelligence artificielle" (IA) et estime que celle-ci a pénétré dans tous les secteurs et qu'elle va transformer la société dans son ensemble. Pour cette raison on a besoin d'un cadre européen solide qui puisse comprendre les aspects socio-économiques, juridiques et éthiques. La Commission plaide à la fois pour une approche coordonnée de l'Union européenne et des pays membres pour profiter au maximum des opportunités offerts par les nouvelles technologies de l'époque numérique.

Pour faire face au développement technologique rapide, il faut finaliser le marché unique numérique et son cadre de règlement, il sera nécessaire d'adopter des mesures liées aux compétences industrielles, technologiques et de recherche, des mesures en matière de sécurité cybernétique, de consolidation de la connectivité, d'élargissement des réseaux mobiles 5G et de fibre optique, ainsi que de technologies par satellite. Tout doit être intégré dans des produits et des services nouveaux,

dans des processus et des technologies de productions adéquates par le perfectionnement et la requalification de la force de travail.

Les initiatives spécifiques de cette perspective de la Commission comprennent l'Agenda des compétences pour l'Europe, le volet concernant la Modernisation de l'éducation et l'investissement dans les jeunes, l'Agenda numérique 2020, la législation relative à l'intelligence artificielle pour l'Europe, la création d'une autorité européenne du travail. Par ailleurs, l'Agenda européen concernant l'économie collaborative vise la croissance du degré de l'innovation, de la concurrence et de la croissance économique, dans des conditions assurant des conditions de travail équitables et une protection sociale adéquate.

Le nouveau marché du travail - de nouveaux thèmes publics et sociaux

La législation européenne doit suivre le soutien des emplois stables et adaptables, l'accès complet aux informations nécessaire, de la protection en cas de révocation, l'assurance d'une plus grande prévisibilité en ce qui concerne les contrats et les relations de travail.

Il est bien reconnu le fait que les nouveaux modèles d'emploi permettent une plus grande flexibilité dans l'organisation du travail, dans la configuration du programme de travail, de la durée et du lieu concret où se déroulent les activités lucratives. La qualité des emplois est l'une des grandes provocations du futur de la société numérique. L'assurance des conditions décentes pour ceux impliqués dans

des rapports de travail atypique, l'assurance d'une protection sociale adéquate pour ces travailleurs de type nouveau représente une condition *sine qua non*. En ce qui concerne les contrats de travail atypique, toujours répandus dans le contexte du progrès technologique, dans de certains pays membres on agit pour établir des conditions plus strictes concernant leur usage ou pour permettre une plus grande liberté pour des négociations collectives dans l'établissement de leur cadre. On a introduit aussi certaines innovations dans les nouvelles formes de travail, y compris pour les travailleurs au sein des plateformes et des travailleurs indépendants, en adoptant des mesures dans le domaine de l'organisation du temps de travail.

Les principales provocations avec lesquelles se confrontent les facteurs de décisions au niveau européen et national sont l'assurance d'une série de réglementations qui correspondent aux nouvelles tendances sur le marché du travail, dynamique et innovateur, ainsi que l'assurance d'un niveau adéquat de la protection sociale pour tous les travailleurs, sans par cela laisse en arrière-plan la productivité qui est la base de l'amélioration des conditions de vie et de travail. C'est pour cela que la stabilité, la cohérence entre les politiques, une concentration des efforts à tous les niveaux sont nécessaire, vu le très grand potentiel de l'UE, l'ouverture et la compétitivité de ses économies qui continuent à attirer des investisseurs et des partenaires du monde entier.

Les compétences et l'éducation dans l'époque de la révolution numérique

Les meilleurs investissements pour l'avenir de l'Europe sont l'éducation et la formation professionnelle. Non seulement pour la consolidation de l'identité européenne et des valeurs communes, mais aussi pour le développement de nouvelles compétences et attitudes nécessaires dans la période à venir.

Depuis 2017 même, par la Déclaration de Rome, l'UE et les pays membres ont réaffirmé leur engagement d'offrir aux jeunes "la meilleure éducation et formation"; ultérieurement, par le sommet de Göteborg de 2017, le Parlement européen, le Conseil et la Commission ont proclamé un Pilier européen des droits sociaux - consacré au droit à l'éducation, formation et apprentissage tout au long de la vie qui soient de qualité et favorables à l'inclusion. Récemment, la Commission a proposé la révision du cadre européen de référence en ce qui concerne les compétences clefs pour l'apprentissage tout au long de la vie - qui énonce les capacités dont les gens ont besoin (y compris la compétence numérique).

L'intégration de la dimension sociale dans toutes les politiques européennes et l'application des priorités sociales dans tous les domaines se réalisent au niveau de l'UE par le biais du Semestre européen pour la coordination des politiques européennes, par l'approfondissement de l'union économique et monétaire, par le Plan d'investissements pour l'Europe et ses initiatives emblématiques pour la réalisation du marché unique, depuis le marché

unique numérique jusqu'à l'union énergétique. Par l'intégration du Pilier européen des droits de l'homme dans le cadre du Semestre européen, l'attention et les efforts des pays membre sont concentrés sur les plus urgents problèmes sociaux, tels que le manque de compétences, la performance faibles des politiques actives au sein du marché du travail ou des système d'éducation, mais aussi l'exclusion sociales des segments les plus vulnérables de la société.

Pour l'adaptation au nouveau marché du travail dominé par la transformation numérique, il faut continuer le processus de l'apprentissage tout au long de la vie et d'accommodation au nouveau, connaissant la situation de la perte irréversible des emplois, remplacés par d'autres, ou de l'apparition de nouveaux emplois qui n'ont pas existé avant.

La requalification et le développement professionnel devraient être accompagnés par la modernisation des politiques du marché du travail et des politiques sociales pour mieux faire face aux transitions de plus en plus fréquentes.

Le fait que la population dans son ensemble à de faibles connaissances techniques générales est l'un des obstacles contre l'évolution rapide de la société numérique. L'alphabétisation numérique est l'un des facteurs les plus importants pour le développement du secteur numérique. Pour cette raison, la Commission a adopté un Plan d'action sur l'éducation numérique pour soutenir le développement de l'utilisation des

technologies et des compétences numériques dans l'éducation.

Au niveau européen, on agit pour adapter les programmes et les systèmes d'apprentissage, particulièrement par : l'apprentissage tout au long de la vie ; la mise en œuvre au niveau national de politiques visant à stimuler les talents de rester en Europe ; la mise en œuvre aux niveaux national et européen d'une série de politiques qui puissent attirer des migrants surqualifiés ; le soutien des programmes de maîtrise et de doctorat en matière d'IA.

Les institutions européennes ont initié un ensemble de mesures qui adressent les provocations les plus larges avec lesquelles se confrontent le domaine de l'éducation : la croissance du niveau général des compétences, l'utilisation plus efficaces des compétences existantes et l'anticipation de celles nécessaires, l'application et l'assurance des qualifications.

Les droits de l'homme et les aspects éthiques à l'époque de la révolution numérique

Un cadre éthique et de réglementation adéquat est essentiel pour que le citoyens aient confiance dans les nouvelles technologies.

Le pilier européen des droits sociaux se base sur l'idée du respect des principes d'égalité de traitement, de non-discrimination et d'égalité des chances, des droits sociaux

existants. Également, il faut anticiper la mise en place de nouveaux droits, le cas échéant, ayant en vue les nouveaux développements technologiques et socio-économiques. De plus, dans la perspective du développement technologique massif et des réductions des emplois, tant au niveau européen que national, les législateurs devront concevoir un système de protection sociale dans d'autres termes que ceux actuels.

Les approches européennes devraient se baser sur le respect des droits fondamentaux de l'individu, sur des principes et des valeurs éthiques, pour évaluer dans la perspective les effets que l'intelligence artificielle pourrait avoir sur les êtres humains.

Partant de l'idée que l'intelligence artificielle n'est pas une menace, il s'impose des thèmes de réflexion quant à la définition de ses libertés vu qu'elle des bases de données contenant des informations sur l'identité des personnes (à parties des éléments généraux visant les caractéristiques des personnes, aux conversations, aux options, aux montants des comptes bancaires). Il est nécessaire aussi une évaluation objective pour l'avenir de l'intelligence artificielle dans la mesure où elle va affecter de plus en plus les emplois. Les entrepreneurs pourraient apprécier, suivant le profit, que l'intelligence artificielle leur offre un maximum par rapport à la force de travail humain (c'est-à-dire la maintenance peu coûteuse, un programme de travail sans interruptions, sans le paiement des vacances ou des assurances, etc.).



Les investissements dans le développement des nouvelles compétences, dans l'éducation et dans la formation

Les institutions de l'UE ont observé que le niveau des investissements dans la société numérique est bien réduit et fragmenté par rapport à d'autres zones du monde. Pour remédier ce problème, on a proposé au niveau européen, un objectif ambitieux qui vise l'augmentation des investissements et la réalisation d'une valeur totale d'au moins 20 milliards euros entre 2018 et 2020 et la croissance progressive des investissements à 20 milliards euros par an au cours de la prochaine décennie. La Commission a majoré les investissements dans l'intelligence artificielle au sein du Programme Horizon 2020 à 1,5 milliards euros pour la période 2018-2020. Pour le prochain cadre financier pluriannuel, la Commission a proposé de consacrer au domaine au moins un milliard d'euros par an des programmes Horizon Europe et l'Europe numérique.

Orientation pour les débats/questions ::

- *Le besoin d'un cadre juridique adéquat qui puisse aider à définir la relation entre les différents participants (services publics, citoyens, travailleurs etc.) au nouveau marché du travail, basé sur l'intelligence artificielle.*
- *Le besoin d'un engagement politique et financier réel, à tous les niveaux.*
- *Quelles seraient les mesures concrètes à adopter à niveau européen/national pour une distribution équitable des bénéfices que les nouvelles formes de travail impliquent au niveau de l'entière société ?*
- *Quel serait le moyen le plus efficace pour assurer que les marchés du travail, dynamiques et innovateurs, essentiels pour la compétitivité de l'UE sont réglementés d'une manière qui assure un niveau adéquat et proportionnel de protection pour tous les travailleurs, ainsi qu'une productivité élevée qui aide à l'amélioration des conditions de vie et de travail de l'UE dans son ensemble?*
- *Des exemples de bonnes pratiques en matière du (Quelles sont les provocations actuelles en matière de ?) développement des compétences du futur dans l'appui de l'emploi et de l'adaptation aux changements technologiques rapides.*